

La « gauche » en pleine hystérie anti-école privée à l'Assemblée ! Macron se marre...

écrit par Christine Tasin | 19 janvier 2024



Mercredi, les thèmes de la session ordinaire à l'Assemblée étaient lunaires, propres à déclencher la logorrhée haineuse

et les arguments aberrants de tous ceux qui, chaque jour, ne rêvent que de faire de la France un état dictatorial et wokiste.

Je vous invite à lire, entre autres, le très long passage sur la psychiatrie dont relèvent, à l'évidence, une bonne partie des députés LFI et ils ne sont pas les seuls.

Mais je m'arrêterai aujourd'hui sur la 3ème partie, qui serait hilarante si elle n'amenait pas, forcément, à une attaque en règle contre l'enseignement privé, cheval de bataille que Macron pourrait bien enfourcher pour faire disparaître LFI comme il a fait disparaître l'UMP et le PS. Malgré tout, les députés socialistes ne sont pas encore morts, ils ont joué à merveille leur partition de nostalgiques du goulag à propos de l'école :

La séance est reprise.

3 • Instrumentalisation politique des élections des parents d'élèves dans les conseils d'école



Nul besoin de lire les ébats (non ce n'est pas une faute de frappe, juste le sentiment que l'on a en voyant les orgasmes en direct des dégénérés, ravis de relancer la guerre scolaire et de crier leur haine de l'enseignement privé) pour comprendre que ce sont les « Parents Vigilants » chers à Zemmour qui les mettent dans tous leurs états. Comment, des parents osent critiquer et dénoncer ce qui se passe à l'école, l'enseignement très particulier de la sexualité, la propagande wokiste, immigrationniste et islamophile ? Et je

ne parlerai pas de la dictature du genre -devrais-je dire du « non genre » ? C'est tout juste si les hystéro-dingues, se rêvant en Pinochet, ne rêvent pas d'un nouveau plan [Condor](#) et de retirer à leurs enfants ces parents-là pour les envoyer en stage dans des centres de migrants ou dans des clubs privés réservés aux homos !

Mme Fatiha Keloua Hachi, socialiste :

Ce dernier s'inquiète en effet de la montée d'associations de parents d'élèves d'extrême droite, de la propagation d'idées réactionnaires et de la progressive disparition de la liberté pédagogique . On a donc le droit de propager des idées gauchistes à l'école mais pas celles qui sont jugées réactionnaires.

Historiquement, les fédérations de parents d'élèves ont été à l'initiative d'importantes prises de conscience dans le monde de l'éducation, en rendant visibles des problèmes profonds, comme la question des devoirs à la maison, du harcèlement scolaire, des conséquences du poids des cartables sur la santé des élèves ou encore de l'inclusion insuffisante des élèves en situation de handicap. Beau programme, voilà ce qui est réservé aux parents, le droit de parler du poids des cartables, qui amène nombre d'établissements à fournir aux gosses des tablettes dès la 6ème, participant à l'éloignement du livre par les élèves. Et ne me faites pas pleurer sur le harcèlement scolaire quand tout le travail des fédérations ayant pignon sur rue est d'interdire l'exclusion des harceleurs.

Ce nouveau réseau a été créé en 2022 et a fait son apparition aux dernières élections des représentants de parents d'élèves. Il nous inquiète parce que c'est tout simplement le bras armé d'un parti d'extrême droite qui a ainsi fait une entrée

fracassante au sein de l'école de la République. Il nous inquiète aussi en raison des messages qu'il véhicule, à savoir des attaques directes visant le corps enseignant, les programmes scolaires et la liberté pédagogique. Il n'est plus question, ici, du bon fonctionnement de l'établissement, mais du contenu des cours, donc des compétences de l'enseignant. Le professeur prépare ses cours avec toute la liberté pédagogique qui est la sienne, mais il respecte les programmes édictés nationalement par sa hiérarchie. Depuis quand ne serait-il plus permis à des parents de critiquer les programmes scolaires, fabriqués, on le sait, non plus par des Inspecteurs généraux, mais par des assemblées de syndicalistes, de membres des syndicats et de partis politiques ? Depuis quand ne serait-il pas permis à des parents de critiquer la visite de mosquées et de s'y opposer au nom de la laïcité et du non endoctrinement attendu de l'école publique ? Le passage sur la liberté pédagogique est hilarant à l'heure où les mêmes gauchistes s'attaquent à tout prof qui, comme Samuel Paty, parle des caricatures ? Qui sait que, les derniers jours avant sa décapitation, la plupart des profs de son collègue l'ont critiqué, dénoncé, isolé, regardé de travers ? Il aurait été traîné en conseil de discipline s'il n'avait pas été tué.

Commençons par l'éducation à la sexualité, régulièrement remise en cause par ce collectif sur les réseaux sociaux. Comme chacun le sait, elle est inscrite dans le code de l'éducation et fait partie du programme obligatoire de tous les élèves, à raison de trois séances annuelles. Cet enseignement est absolument essentiel et, n'en déplaise au réseau Parents vigilants, nous continuerons d'œuvrer pour qu'il soit assuré sur l'ensemble du territoire – dans les zones urbaines comme rurales, dans les établissements publics comme privés.

Mais le phénomène ne s'arrête pas là : l'extrême droite

s'attaque aussi aux livres mis à disposition dans les bibliothèques des écoles et dans les centres de documentation et d'information (CDI) des collèges, ou aux documents d'appui utilisés par les enseignants. Si ces ouvrages osent traiter d'homosexualité, de transidentité, des conditions de vie des migrants ou encore du caractère genré des jouets pour enfants, ils sont pointés du doigt.

Nous y voilà... Selon la socialiste Fatiha les parents n'auraient pas le droit de critiquer les livres choisis par les enseignants, le choix des thèmes et, surtout, au travers d'eux, la ré-éducation idéologique et politique de leurs enfants ? Les parents n'auraient pas le droit de se lever contre un endoctrinement politique en classe, endoctrinement interdit dans les textes qui figurent dans le règlement intérieur de tout établissement scolaire. Les parents n'auraient pas le droit de préférer une découverte lente, individuelle, au cours de l'adolescence, de la sexualité à l'apprentissage en classe de l'onanisme à 4 ans ? Mais j'avais oublié que nous sommes face à des totalitaires liberticides qui veulent que disparaissent les paroles, pensées, choix... qui ne sont pas les leurs.

Ensuite, l'attaque du privé, évidemment, l'envie dévorante de relancer la guerre scolaire. L'affaire Stanislas tombe bien... je vous laisse lire des débats, consternants, sur le site, introduits par la même **Keloua Hachi**. *« À vrai dire, toutefois, si tout cela nous inquiète, je ne suis pas certaine que cela vous choque, madame la ministre : à en croire les conclusions de l'enquête administrative conduite dans un célèbre établissement privé parisien qui vous est familier, ces pratiques y sont, malheureusement, ouvertement assumées. »*

Il n'est pas dit que le manipulateur Macron n'ait pas prévu, délibérément, de relancer la guerre scolaire en nommant la Oudéa-Castéra à l'Education. Pendant ce temps-là, n'est-ce pas, le bon Français n'est pas amené à entendre des débats

et des prises de position politiques terribles sur la faim, le froid, la disparation de nos libertés, les menaces de vaxxination obligatoires et de disparation de la France comme nation qui rôdent.

D'ailleurs ça commence. La Mairie de Paris va suspendre ses versements au Lycée Stanislas, accusé de « dérives » !

<https://www.tflinfo.fr/politique/la-mairie-de-paris-va-suspendre-ses-financements-a-l-ecole-stanislas-ou-sont-scolarises-les-enfants-d-amelie-oudea-castera-2283079.html>

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2023-2024/premiere-seance-du-mercredi-17-janvier-2024>

Je crains le pire. Si toutes les municipalités de gauche font la même chose, les lycées privés ne pourront plus fonctionner et devront doubler, tripler, quadrupler... le prix des inscriptions, faisant de leurs élèves de très rares privilégiés, obligeant les autres à regagner la médiocrité, le harcèlement, la « mixité socio-religieuse » du Français moyen obligé de voir ses enfants malheureux, ignares, manipulés et risquant, en plus, harcèlement, vols, viols...

Et comme, préalablement, Macron a pris soin d'interdire l'enseignement à la maison, il ne reste plus aux parents qu'à pleurer... ou à entrer en rébellion en masse.